



ASSEMBLÉE NATIONALE

PREMIÈRE SESSION

QUARANTIÈME LÉGISLATURE

Procès-verbal

de l'Assemblée

Le vendredi 14 juin 2013 — N° 67

Président de l'Assemblée nationale :
M. Jacques Chagnon

QUÉBEC

La séance est ouverte à 9 h 46.

AFFAIRES COURANTES

Déclarations de députés

M. Hébert (Saint-François) fait une déclaration concernant la Journée internationale de sensibilisation pour contrer les abus envers les personnes âgées.

Mme Houda-Pepin (La Pinière) fait une déclaration afin de féliciter M. Adonis Stevenson, qui a remporté le titre de Champion du monde de la boxe au Centre Bell, le 8 juin 2013.

Mme Ouellet (Vachon) fait une déclaration afin de rendre hommage à l'Atelier Alakazou.

Mme Vallières (Richmond) fait une déclaration afin de remercier le personnel du bureau de comté de Richmond.

Mme St-Laurent (Montmorency) fait une déclaration afin de rendre hommage aux Sœurs Servantes du Saint-Cœur de Marie.

14 juin 2013

M. Cardin (Sherbrooke) fait une déclaration concernant les Jeux du Canada 2013.

M. Bolduc (Jean-Talon) fait une déclaration concernant la Journée nationale du don de sang.

Mme Larouche (Abitibi-Est) fait une déclaration concernant la chorale Le Petit Bonheur de la Vallée-de-l'Or.

Mme Charlebois (Soulanges) fait une déclaration concernant un Soulangeois qui s'est démarqué au Festival de Cannes.

M. Chapadeau (Rouyn-Noranda-Témiscamingue) fait une déclaration afin de rendre hommage à Mme Claire Bolduc.

Du consentement de l'Assemblée pour déroger à l'article 54.3 du Règlement, M. Lisée (Rosemont) fait une déclaration afin de rendre hommage à M. Christian Deslauriers.

À 10 heures, Mme Poirier, première vice-présidente, suspend les travaux pour quelques instants.

Les travaux reprennent à 10 h 13.

Moment de recueillement

Présentation de projets de loi

M. St-Arnaud, ministre de la Justice, propose que l'Assemblée soit saisie du projet de loi suivant :

n° 47 Loi modifiant le Code civil et d'autres dispositions législatives en matière d'adoption, d'autorité parentale et de divulgation de renseignements

La motion est adoptée.

En conséquence, l'Assemblée est saisie du projet de loi n° 47.

Dépôts de documents

M. Marceau, ministre des Finances et de l'Économie, dépose :

Le rapport annuel 2013 de Loto-Québec.

(Dépôt n° 875-20130614)

Puis il dépose les rapports annuels 2012 de l'Autorité des marchés financiers pour les secteurs d'activité suivants :

Assurances

(Dépôt n° 876-20130614)

Tarifification en assurance automobile

(Dépôt n° 877-20130614)

Sociétés de fiducie et sociétés d'épargne

(Dépôt n° 878-20130614)

Coopératives de services financiers

(Dépôt n° 879-20130614)

14 juin 2013

Et enfin, il dépose :

Le rapport annuel et le rapport de développement durable 2012-2013 d'Investissement Québec;

(Dépôt n° 880-20130614)

Les états financiers consolidés du Fonds du développement économique, pour l'exercice financier terminé le 31 mars 2013.

(Dépôt n° 881-20130614)

Mme Maltais, ministre de l'Emploi et de la Solidarité sociale, dépose :

Le plan d'action 2013-2014 d'Emploi-Québec.

(Dépôt n° 882-20130614)

M. Bédard, leader du gouvernement, dépose :

La réponse à la question écrite n° 14 concernant le projet de Règlement modifiant le Règlement sur l'aide aux personnes et aux familles, inscrite au *Feuilleton et préavis* du 30 mai 2013 par Mme Vallières (Richmond);

(Dépôt n° 883-20130614)

La réponse à la question écrite n° 16 concernant les modifications réglementaires à l'aide aux personnes et aux familles, inscrite au *Feuilleton et préavis* du 5 juin 2013 par Mme David (Gouin);

(Dépôt n° 884-20130614)

La réponse du gouvernement à la pétition déposée le 14 mai 2013 par M. Deltell (Chauveau) concernant l'indemnisation des travailleurs déclarés invalides par leur médecin traitant;

(Dépôt n° 885-20130614)

14 juin 2013

La réponse à la question écrite n° 5 concernant la mission de la première ministre et du ministre des Affaires intergouvernementales canadiennes et de la Gouvernance souverainiste à Londres et en Écosse au mois de janvier 2013, inscrite au *Feuilleton et préavis* du 13 mars 2013 par Mme St-Pierre (Acadie).

(Dépôt n° 886-20130614)

La réponse à la question écrite n° 13 concernant la survie des six centres d'éducation populaire de Montréal, inscrite au *Feuilleton et préavis* du 29 mai 2013 par M. Khadir (Mercier).

(Dépôt n° 887-20130614)

M. le président dépose :

Deux lettres, en date du 13 juin 2013, qu'il a reçues de Mme Jeanne-Mance Paul, présidente de la Commission scolaire des Chênes et de M. Michel Duchesne, président de la Commission scolaire de la Vallée-des-Tisserands, concernant la décision rendue sur la question de droit et de privilège soulevée par le leader du deuxième groupe d'opposition sur le projet de loi n° 23, Loi modifiant la Loi sur l'instruction publique concernant certains services éducatifs aux élèves âgés de moins de cinq ans;

(Dépôt n° 888-20130614)

Le rapport d'activité 2012-2013 de l'Assemblée nationale du Québec;

(Dépôt n° 889-20130614)

Le plan stratégique 2013-2017 de l'administration de l'Assemblée nationale du Québec;

(Dépôt n° 890-20130614)

Les rapports 2012-2013 des activités de relations interparlementaires et internationales des sections et délégations de l'Assemblée nationale.

(Dépôt n° 891-20130614)

Dépôts de rapports de commissions

M. Cardin (Sherbrooke), à titre de vice-président, dépose :

Le rapport de la Commission de l'administration publique qui a siégé afin de procéder aux auditions suivantes : le 30 janvier 2013, sur les contrats de service professionnels liés au traitement de l'information; le 20 mars 2013, sur la qualité de l'air dans les écoles primaires; le 10 avril 2013, sur les services d'hébergement; le 17 avril 2013, sur le déficit d'entretien des infrastructures publiques; le 24 avril 2013, sur le Fonds pour le développement du sport et de l'activité physique; le 1^{er} mai 2013, sur la gestion du Tribunal administratif du Québec; le 8 mai 2013, sur la gestion du ministère des Finances et de l'Économie; le 15 mai 2013, sur la gestion de Corporation d'urgences-santé. La Commission s'est également réunie en séances de travail les 13, 27 mars et le 22 mai 2013, relativement à ces mandats. Le rapport contient 28 recommandations.

(Dépôt n° 892-20130614)

M. Bergman (D'Arcy-McGee), à titre de président, dépose :

Le rapport de la Commission de la santé et des services sociaux qui, les 10 et 11 juin 2013, a procédé à des auditions publiques dans le cadre de consultations particulières à l'égard de la gestion du Centre hospitalier de l'Université de Montréal par l'actuel directeur général. Le rapport contient 5 recommandations.

(Dépôt n° 893-20130614)

Dépôts de pétitions

M. Bureau-Blouin (Laval-des-Rapides) dépose :

L'extrait d'une pétition, signée par 2 893 citoyens et citoyennes du Québec, concernant la création d'une commission nationale d'examen sur la constitution.

(Dépôt n° 894-20130614)

14 juin 2013

Du consentement de l'Assemblée pour déroger à l'article 63 du Règlement, M. Goyer (Deux-Montagnes) dépose :

L'extrait d'une pétition, signée par 91 citoyens et citoyennes du Québec, concernant l'annulation du tracé de la nouvelle ligne de transport d'électricité proposé par Hydro-Québec à Saint-Adolphe-d'Howard.

(Dépôt n° 895-20130614)

Interventions portant sur une violation de droit ou de privilège ou sur un fait personnel

M. le président informe l'Assemblée qu'il a reçu, dans les délais prescrits, une demande d'intervention sur une violation de droit ou de privilège de la part du leader du deuxième groupe d'opposition.

Dans son avis, le leader du deuxième groupe d'opposition invoque que M. Ekram Antoine Rabbat, président-directeur général de la Fondation du Centre hospitalier de l'Université de Montréal, lors de son audition devant la Commission de la santé et des services sociaux le 11 juin 2013, aurait contrevenu au 2^e paragraphe de l'article 55 de la *Loi sur l'Assemblée nationale* en niant à plusieurs reprises avoir été informé de la rémunération additionnelle versée par la Fondation au directeur général du CHUM, alors que des informations transmises à la Commission contrediraient ce témoignage.

M. le président prend la question en délibéré.

Questions et réponses orales

Il est procédé à la période de questions orales des députés.

À la demande de M. le président, M. Legault, chef du deuxième groupe d'opposition, retire certains propos non parlementaires.

Mme Marois, première ministre, M. Fournier, chef de l'opposition officielle, M. Legault, chef du deuxième groupe d'opposition, et Mme David (Gouin), font quelques commentaires à l'occasion de l'ajournement de l'Assemblée jusqu'à la prochaine période de travaux parlementaires.

14 juin 2013

M. le président fait également quelques commentaires.

À 11 h 47, M. le président suspend les travaux quelques instants.

Les travaux reprennent à 11 h 57.

Motions sans préavis

M. Paradis (Brome-Missisquoi) présente une motion concernant le développement de l'énergie éolienne au Québec; cette motion ne peut être débattue faute de consentement.

Conformément à l'article 129 du Règlement, M. Deltell, leader du deuxième groupe d'opposition, propose :

QUE le député de Portneuf soit nommé membre permanent de la Commission des transports et de l'environnement en remplacement du député de La Peltrie;

QUE ce changement prenne effet immédiatement.

La motion est adoptée.

14 juin 2013

Mme Ouellet, ministre des Ressources naturelles, conjointement avec Mme David (Gouin), présente une motion concernant le développement de l'énergie éolienne au Québec; cette motion ne peut être débattue faute de consentement.

Du consentement de l'Assemblée pour déroger aux articles 84.1 et 185 du Règlement, M. Kelley (Jacques-Cartier), conjointement avec Mme Larouche, ministre déléguée aux Affaires autochtones, Mme St-Laurent (Montmorency) et Mme David (Gouin), propose :

QUE l'Assemblée nationale exprime sa profonde tristesse à la suite du décès de M. Isaac Pien, chef de la nation Naskapie de Kawawachikamach, survenu le 8 juin dernier;

QUE l'Assemblée nationale souligne la contribution du Chef Pien au développement de la nation Naskapie et son engagement auprès de celle-ci;

QUE l'Assemblée nationale présente ses condoléances à l'épouse, aux enfants, aux petits-enfants, à la famille et aux proches du Chef Isaac Pien ainsi qu'à tous les membres de la nation Naskapie;

Enfin, que l'Assemblée nationale lui rende hommage en lui offrant une minute de silence.

Du consentement de l'Assemblée, un débat s'ensuit.

Le débat terminé, la motion est adoptée.

À la demande de Mme Poirier, première vice-présidente, l'Assemblée observe une minute de silence.

14 juin 2013

Du consentement de l'Assemblée pour déroger aux articles 84.1 et 185 du Règlement, M. Gaudreault, ministre des Affaires municipales, des Régions et de l'Occupation du territoire, conjointement avec M. Lévesque (Vanier-Les Rivières) et Mme David (Gouin), propose :

QUE l'Assemblée nationale souligne la publication du rapport de la commission populaire itinérante sur le droit au logement « Urgence en la demeure »;

QU'elle salue la rigueur du travail de l'ensemble des 14 commissaires qui ont consulté des citoyennes et citoyens à Kuujuaq, Rimouski, Gaspé, Laval, Shawinigan, Victoriaville, Sept-Îles, Saguenay, Maniwaki, Gatineau, Québec, Montréal, Sherbrooke, Sainte-Thérèse, Lévis, Joliette, Longueuil, Rouyn-Noranda ainsi que dans la Communauté Anishnabe de Lac-Simon;

QU'elle salue la participation des Québécoises et des Québécois à cette initiative;

QU'elle réitère l'importance pour tout citoyen d'avoir accès à des conditions de logement abordables humaines et sécuritaires;

QU'elle déclare son opposition à tout retrait financier de la part du gouvernement fédéral en matière de logement abordable et social au Québec, sans le versement d'une compensation équivalente.

Du consentement de l'Assemblée, la motion est adoptée.

Du consentement de l'Assemblée pour déroger à aux articles 84.1 et 185 du Règlement, Mme Bouillé (Iberville), conjointement avec Mme Gaudreault (Hull), M. Martel (Nicolet-Bécancour) et Mme David (Gouin), propose :

14 juin 2013

QUE l'Assemblée nationale félicite Mme Véronique Rivest qui a remporté le titre de deuxième meilleur sommelier au monde et qui devient la première femme à détenir cet honneur prestigieux.

Du consentement de l'Assemblée, la motion est adoptée.

Renseignements sur les travaux de l'Assemblée

Du consentement de l'Assemblée pour déroger à l'article 94 du Règlement, M. Traversy, leader adjoint du gouvernement, informe l'Assemblée que le délai de quinze jours au cours duquel l'Assemblée devait prendre en considération le rapport de la Commission de l'administration publique et le rapport de la Commission de la santé et des services sociaux déposés aujourd'hui, commence à courir à compter du 17 septembre 2013.

AFFAIRES DU JOUR

Projets de loi du gouvernement

Adoption

M. Drainville, ministre responsable des Institutions démocratiques et de la Participation citoyenne, propose que le projet de loi n° 3, Loi modifiant la Loi électorale afin de prévoir des élections à date fixe, soit adopté.

Après débat, la motion est mise aux voix; un vote par appel nominal est exigé.

La motion est adoptée par le vote suivant :

(Vote n° 50 en annexe)

Pour : **98** Contre : **0** Abstention : **0**

14 juin 2013

En conséquence, le projet de loi n° 3 est adopté.

Du consentement de l'Assemblée pour déroger à l'article 21 du Règlement, les travaux se poursuivent au-delà de 13 heures.

Adoption

M. Hébert, ministre de la Santé et des Services sociaux, propose que le projet de loi n° 30, Loi modifiant le Code civil et d'autres dispositions législatives en matière de recherche, soit adopté.

Un débat s'ensuit.

Au cours du débat, M. Hébert, ministre de la Santé et des Services sociaux, propose que le projet de loi n° 30 soit renvoyé en commission plénière en vue de l'étude d'un amendement qu'il indique.

La motion est adoptée.

M. Hébert, ministre de la Santé et des Services sociaux, propose que l'Assemblée se constitue en commission plénière.

La motion est adoptée.

L'amendement de M. Hébert, ministre de la Santé et des Services sociaux, au projet de loi n° 30 est étudié et adopté en commission plénière.

Le projet de loi n° 30, ainsi amendé, est rapporté à l'Assemblée, qui adopte le rapport de la commission plénière.

14 juin 2013

Le débat se poursuit sur la motion proposant l'adoption du projet de loi n° 30.

Le débat terminé, la motion est adoptée et, en conséquence, le projet de loi n° 30 est adopté.

Prise en considération de rapports de commissions

L'Assemblée prend en considération le rapport de la Commission de la culture et de l'éducation qui a procédé à l'étude détaillée du projet de loi n° 23, Loi modifiant la Loi sur l'instruction publique concernant certains services éducatifs aux élèves âgés de moins de cinq ans.

Le rapport est adopté.

Adoption

Du consentement de l'Assemblée pour déroger à l'article 230 du Règlement, Mme Malavoy, ministre de l'Éducation, du Loisir et du Sport, propose que le projet de loi n° 23, Loi modifiant la Loi sur l'instruction publique concernant certains services éducatifs aux élèves vivant en milieu défavorisé et âgés de quatre ans (*titre modifié*), soit adopté.

Après débat, la motion est adoptée et, en conséquence, le projet de loi n° 23 est adopté.

Projets de loi d'intérêt privé

Adoption du principe

M. Traversy (Terrebonne) propose que le principe du projet de loi d'intérêt privé n° 202, Loi concernant la Ville de Terrebonne, soit adopté.

La motion est adoptée et, en conséquence, le principe du projet de loi d'intérêt privé n° 202 est adopté.

14 juin 2013

Adoption

M. Traversy (Terrebonne) propose que le projet de loi d'intérêt privé n° 202, Loi concernant la Ville de Terrebonne, soit adopté.

Après débat, la motion est adoptée et, en conséquence, le projet de loi d'intérêt privé n° 202 est adopté.

Adoption du principe

M. Bonnardel (Granby), propose que le principe du projet de loi d'intérêt privé n° 203, Loi concernant la Municipalité régionale de comté de La Haute-Yamaska, soit adopté.

Après débat, la motion est adoptée et, en conséquence, le principe du projet de loi d'intérêt privé n° 203 est adopté.

Adoption

M. Bonnardel (Granby), propose que le projet de loi d'intérêt privé n° 203, Loi concernant la Municipalité régionale de comté de La Haute-Yamaska, soit adopté.

La motion est adoptée et, en conséquence, le projet de loi d'intérêt privé n° 203 est adopté.

Adoption du principe

Mme Bouillé (Iberville) propose que le principe du projet de loi d'intérêt privé n° 209, Loi concernant la possibilité, pour les fondateurs municipaux, de se rendre caution de la Société d'Économie Mixte de l'Est de la Couronne Sud (SÉMECS) inc., soit adopté.

Après débat, la motion est adoptée et, en conséquence, le principe du projet de loi d'intérêt privé n° 209 est adopté.

14 juin 2013

Adoption

Mme Bouillé (Iberville) propose que le projet de loi d'intérêt privé n° 209, Loi concernant la possibilité, pour les fondateurs municipaux, de se rendre caution de la Société d'Économie Mixte de l'Est de la Couronne Sud (SÉMECS) inc., soit adopté.

La motion est adoptée et, en conséquence, le projet de loi d'intérêt privé n° 209 est adopté.

Adoption du principe

M. Moreau (Châteauguay) propose que le principe du projet de loi d'intérêt privé n° 205, Loi concernant la Ville de Châteauguay, soit adopté.

La motion est adoptée et, en conséquence, le principe du projet de loi d'intérêt privé n° 205 est adopté.

Adoption

M. Moreau (Châteauguay) propose que le projet de loi d'intérêt privé n° 205, Loi concernant la Ville de Châteauguay, soit adopté.

La motion est adoptée et, en conséquence, le projet de loi d'intérêt privé n° 205 est adopté.

Adoption du principe

M. D'Amour (Rivière-du-Loup–Témiscouata) propose que le principe du projet de loi d'intérêt privé n° 206, Loi concernant la Municipalité régionale de comté des Basques, soit adopté.

Après débat, la motion est adoptée et, en conséquence, le principe du projet de loi d'intérêt privé n° 206 est adopté.

Adoption

M. D'Amour (Rivière-du-Loup–Témiscouata) propose que le projet de loi d'intérêt privé n° 206, Loi concernant la Municipalité régionale de comté des Basques, soit adopté.

La motion est adoptée et, en conséquence, le projet de loi d'intérêt privé n° 206 est adopté.

Adoption du principe

M. D'Amour (Rivière-du-Loup–Témiscouata) propose que le principe du projet de loi d'intérêt privé n° 208, Loi concernant la possibilité, pour les fondateurs municipaux, de se rendre caution de la Société d'économie mixte d'énergie renouvelable de la région de Rivière-du-Loup inc., soit adopté.

Après débat, la motion est adoptée et, en conséquence, le principe du projet de loi d'intérêt privé n° 208 est adopté.

Adoption

M. D'Amour (Rivière-du-Loup–Témiscouata) propose que le projet de loi d'intérêt privé n° 208, Loi concernant la possibilité, pour les fondateurs municipaux, de se rendre caution de la Société d'économie mixte d'énergie renouvelable de la région de Rivière-du-Loup inc., soit adopté.

La motion est adoptée et, en conséquence, le projet de loi d'intérêt privé n° 208 est adopté.

Adoption du principe

Mme Houda-Pepin (La Pinière) propose que le principe du projet de loi d'intérêt privé n° 204, Loi concernant divers règlements de la Ville de Brossard et de la Ville de Longueuil visant l'arrondissement de Brossard, soit adopté.

La motion est adoptée et, en conséquence, le principe du projet de loi d'intérêt privé n° 204 est adopté.

14 juin 2013

Adoption

Mme Houda-Pepin (La Pinière) propose que le projet de loi d'intérêt privé n° 204, Loi concernant divers règlements de la Ville de Brossard et de la Ville de Longueuil visant l'arrondissement de Brossard, soit adopté.

La motion est adoptée et, en conséquence, le projet de loi d'intérêt privé n° 204 est adopté.

À 14 h 06, à la demande de M. Traversy, leader adjoint du gouvernement, et du consentement de l'Assemblée, Mme Poirier, première vice-présidente, suspend les travaux quelques instants.

Les travaux reprennent à 16 h 32.

Projets de loi du gouvernement

Prise en considération de rapports de commissions

L'Assemblée prend en considération le rapport de la Commission des finances publiques qui a procédé à l'étude détaillée du projet de loi n° 31, Loi modifiant diverses dispositions législatives concernant principalement le secteur financier.

Le rapport est adopté.

Adoption

Du consentement de l'Assemblée pour déroger à l'article 230 du Règlement, M. Marceau, ministre des Finances et de l'Économie, propose que le projet de loi n° 31, Loi modifiant diverses dispositions législatives concernant principalement le secteur financier, soit adopté.

14 juin 2013

Après débat, la motion est adoptée et, en conséquence, le projet de loi n° 31 est adopté.

Adoption

M. Marceau, ministre des Finances et de l'Économie, propose que le projet de loi n° 25, Loi concernant principalement la mise en œuvre de certaines dispositions du discours sur le budget du 20 novembre 2012, soit adopté.

Un débat s'ensuit.

Au cours du débat, M. Marceau, ministre des Finances et de l'Économie, propose que le projet de loi n° 25 soit renvoyé en commission plénière en vue de l'étude des amendements qu'il indique.

La motion est adoptée.

M. Marceau, ministre des Finances et de l'Économie, propose que l'Assemblée se constitue en commission plénière.

La motion est adoptée.

Les amendements de M. Marceau, ministre des Finances et de l'Économie, au projet de loi n° 25 sont étudiés et adoptés à la majorité des voix en commission plénière.

Le projet de loi n° 25, ainsi amendé, est rapporté à l'Assemblée, qui adopte le rapport de la commission plénière.

Le débat se poursuit sur la motion proposant l'adoption du projet de loi n° 25.

Le débat terminé, la motion est mise aux voix; un vote par appel nominal est exigé.

14 juin 2013

La motion est adoptée par le vote suivant :

(Vote n° 51 en annexe)

Pour : **74** Contre : **16** Abstention : **0**

En conséquence, le projet de loi n° 25 est adopté.

M. Traversy, leader adjoint du gouvernement, propose l'ajournement des travaux au mardi 17 septembre 2013, à 13 h 45.

La motion est adoptée.

À 17 heures, Mme Poirier, première vice-présidente, lève la séance et, en conséquence, l'Assemblée s'ajourne au mardi 17 septembre 2013, à 13 h 45.

SANCTION DE PROJETS DE LOI

Le vendredi 14 juin 2013, à 17 h 28, au cabinet du lieutenant-gouverneur, en présence de M. Arsenault, directeur des travaux parlementaires et représentant du secrétaire général, il a plu à l'honorable Pierre Duchesne, lieutenant-gouverneur du Québec, de sanctionner les projets de loi suivants :

- n° 3 Loi modifiant la Loi électorale afin de prévoir des élections à date fixe
- n° 23 Loi modifiant la Loi sur l'instruction publique concernant certains services éducatifs aux élèves vivant en milieu défavorisé et âgés de quatre ans (titre modifié)
- n° 24 Loi modifiant la Loi sur les élections scolaires et d'autres dispositions législatives (titre modifié)

14 juin 2013

- n° 25 Loi concernant principalement la mise en œuvre de certaines dispositions du discours sur le budget du 20 novembre 2012
- n° 30 Loi modifiant le Code civil et d'autres dispositions législatives en matière de recherche
- n° 31 Loi modifiant diverses dispositions législatives concernant principalement le secteur financier
- n° 42 Loi instituant le Gouvernement régional d'Eeyou Istchee Baie-James et apportant certaines modifications législatives concernant le Gouvernement de la nation crie
- n° 202 Loi concernant la Ville de Terrebonne
- n° 203 Loi concernant la Municipalité régionale de comté de La Haute-Yamaska
- n° 204 Loi concernant divers règlements de la Ville de Brossard et de la Ville de Longueuil visant l'arrondissement de Brossard
- n° 205 Loi concernant la Ville de Châteauguay
- n° 206 Loi concernant la Municipalité régionale de comté des Basques
- n° 208 Loi concernant la possibilité, pour le fondateur municipal, de se rendre caution de la Société d'économie mixte d'énergie renouvelable de la région de Rivière-du-Loup inc. (titre modifié)
- n° 209 Loi concernant la possibilité, pour les fondateurs municipaux, de se rendre caution de la Société d'Économie Mixte de l'Est de la Couronne Sud (SÉMECS) inc.

Le Président

JACQUES CHAGNON

14 juin 2013

ANNEXE

Votes par appel nominal

Sur la motion de M. Drainville, ministre responsable des Institutions démocratiques et de la Participation citoyenne :

(Vote n° 50)

POUR - 98

Bachand (PLQ)	Dubourg (PLQ)	Lévesque (CAQ)	Roy (PQ)
Beaudoin (PQ)	Duchesne (PQ)	Lisée (PQ)	(Bonaventure)
Bédard (PQ)	Duchesneau (CAQ)	Malavoy (PQ)	Roy (CAQ)
Bergeron (PQ)	Dufour (PQ)	Maltais (PQ)	(Montarville)
Bergman (PLQ)	Dutil (PLQ)	Marceau (PQ)	Roy (CAQ)
Blanchet (PQ)	Ferland (PQ)	Marcotte (CAQ)	(Arthabaska)
Bolduc (PLQ)	Fournier (PLQ)	Marois (PQ)	Spénard (CAQ)
(Mégantic)	Gadoury-Hamelin (PQ)	Martel (CAQ)	St-Arnaud (PQ)
Bolduc (PLQ)	Gaudreault (PQ)	McKay (PQ)	St-Laurent (CAQ)
(Jean-Talon)	(Jonquière)	Ménard (PLQ)	Tanguay (PLQ)
Bouillé (PQ)	Gaudreault (PLQ)	Moreau (PLQ)	Thériault (PLQ)
Boulet (PLQ)	(Hull)	Morin (PLQ)	Therrien (PQ)
Breton (PQ)	Gautrin (PLQ)	Ouellet (PQ)	Traversy (PQ)
Bureau-Blouin (PQ)	Gendron (PQ)	Ouellette (PLQ)	Trottier (PQ)
Caire (CAQ)	Goyer (PQ)	Ouimet (PLQ)	Trudel (PQ)
Cardin (PQ)	Hamad (PLQ)	(Fabre)	(Saint-Maurice)
Champagne (PQ)	Hébert (PQ)	Paradis (PLQ)	Trudel (CAQ)
Chapadeau (PQ)	Hivon (PQ)	Pelletier (PQ)	(Charlesbourg)
Charbonneau (PLQ)	Houda-Pepin (PLQ)	(Saint-Hyacinthe)	Turcotte (PQ)
Charlebois (PLQ)	Iracà (PLQ)	Pelletier (PQ)	Vallée (PLQ)
Claveau (PQ)	Kelley (PLQ)	(Rimouski)	Vallières (PLQ)
Cloutier (PQ)	Kotto (PQ)	Picard (CAQ)	Vien (PLQ)
D'Amour (PLQ)	Larouche (PQ)	Poëti (PLQ)	Villeneuve (PQ)
Daneault (CAQ)	Le Bouyonnec (CAQ)	Proulx (PQ)	Zakaïb (PQ)
De Courcy (PQ)	Leclair (PQ)	Reid (PLQ)	
de Santis (PLQ)	Legault (CAQ)	Richard (PQ)	
Deltell (CAQ)	Léger (PQ)	(Îles-de-la-Madeleine)	
Drainville (PQ)	Lelièvre (PQ)	Rotiroti (PLQ)	
Drolet (PLQ)	Lessard (PLQ)	Rousselle (PLQ)	

14 juin 2013

Sur la motion de M. Marceau, ministre des Finances et de l'Économie :

(Vote n° 51)

POUR - 74

Bachand (PLQ)	de Santis (PLQ)	Leclair (PQ)	Poëti (PLQ)
Beaudoin (PQ)	Drainville (PQ)	Léger (PQ)	Proulx (PQ)
Bédard (PQ)	Drolet (PLQ)	Lelièvre (PQ)	Reid (PLQ)
Bergman (PLQ)	Dubourg (PLQ)	Lessard (PLQ)	Rotiroti (PLQ)
Bérubé (PQ)	Dufour (PQ)	Lisée (PQ)	Rousselle (PLQ)
Blanchet (PQ)	Dutil (PLQ)	Malavoy (PQ)	Sklavounos (PLQ)
Bolduc (PLQ)	Ferland (PQ)	Maltais (PQ)	St-Arnaud (PQ)
(Mégantic)	Fournier (PLQ)	Marceau (PQ)	Tanguay (PLQ)
Bolduc (PLQ)	Gadoury-Hamelin (PQ)	Marois (PQ)	Thériault (PLQ)
(Jean-Talon)	Gaudreault (PQ)	McKay (PQ)	Traversy (PQ)
Bouillé (PQ)	(Jonquière)	Ménard (PLQ)	Trottier (PQ)
Breton (PQ)	Gaudreault (PLQ)	Moreau (PLQ)	Trudel (PQ)
Bureau-Blouin (PQ)	(Hull)	Morin (PLQ)	(Saint-Maurice)
Cardin (PQ)	Gendron (PQ)	Ouellet (PQ)	Turcotte (PQ)
Champagne (PQ)	Goyer (PQ)	Ouellette (PLQ)	Vallée (PLQ)
Chapadeau (PQ)	Hamad (PLQ)	Ouimet (PLQ)	Vallières (PLQ)
Charbonneau (PLQ)	Hébert (PQ)	(Fabre)	Vien (PLQ)
Charlebois (PLQ)	Houda-Pepin (PLQ)	Paradis (PLQ)	Villeneuve (PQ)
Claveau (PQ)	Iracà (PLQ)	Pelletier (PQ)	
D'Amour (PLQ)	Kelley (PLQ)	(Rimouski)	
De Courcy (PQ)	Larouche (PQ)	Pelletier (PQ)	
		(Saint-Hyacinthe)	

CONTRE - 16

Caire (CAQ)	Legault (CAQ)	Roy (CAQ)
Daneault (CAQ)	Lévesque (CAQ)	(Arthabaska)
Deltell (CAQ)	Marcotte (CAQ)	Spénard (CAQ)
Dubé (CAQ)	Martel (CAQ)	St-Laurent (CAQ)
Duchesneau (CAQ)	Picard (CAQ)	Trudel (CAQ)
Le Bouyonnec (CAQ)	Roy (CAQ)	(Charlesbourg)
	(Montarville)	